

LE 9 FÉVRIER 2012

POUR UN DÉBAT CONSTRUCTIF...

Les plasturgistes ont organisé le colloque « Les plastiques et les questions de santé comment répondre aux interrogations de la société », le 26 janvier dernier.



Face à « l'effervescence médiatique » suscitée par les alertes sanitaires à répétition et à « l'activisme » d'associations telles que le Réseau Environnement Santé (RES), la Société française des ingénieurs des plastiques (Sfip) et PlasticsEurope organisation professionnelle des producteurs de matières plastiques, ne pouvaient pas rester sans réagir. D'où l'organisation, le 26 janvier 2012, du colloque intitulé « Les plastiques et les questions de santé : comment répondre aux interrogations de la société ». Des interrogations qui ne vont pas aller en diminuant : pour le cabinet C&I, Fabrice Alexandre, directeur associé, et Vincent Gagneur, consultant, ont ainsi montré que les attentes du grand public en matière de santé ont progressivement pris la place des craintes relatives à l'environnement. En témoignent les nombreuses émissions de télévision ou les Unes des quotidiens consacrées au bisphénol A (BPA) ou aux perturbateurs endocriniens (PE). Et l'activité parlementaire n'est pas en reste...

Pourtant, Hervé Millet (PlasticsEurope) a souligné que les réglementations nationale et européenne sont bien fournies, la directive Reach étant déjà particulièrement exigeante. Au nom de l'organisation professionnelle des entreprises de l'emballage en plastique et souple (Elipso), Benoît Lefebvre a détaillé, quant à lui, la profondeur du dispositif réglementaire européen en matière de contact alimentaire. D'autant que les plastiques ont maintenant, avec la directive dite Plastic Implementation Measure (PIM), un texte harmonisé et remis à jour.

Phtalates

Comme l'a montré Daniel Ribera (Bio-Tox), les questions de contact alimentaire et, plus précisément, de migrations font l'objet de programmes de recherche européens de longue haleine : Biosafe Paper, Endoceval, Ecopack ou encore Migresives ont, par exemple, pour objet d'évaluer scientifiquement les migrations pour calculer d'éventuels seuils d'exposition.



Fabricants et distributeurs proposent maintenant des biberons en plastique sans bisphénol A (BPA) ou en verre. Après le BPA et les phtalates, le prochain débat portera-t-il sur les nanotechnologies ?

la démarche de substitution d'une substance toxique par une autre plus sûre se révèle semée d'embûches : les dérives sont notamment liées à la confrontation des exigences à court terme des organisations non gouvernementales (ONG) au long terme des industriels et des pouvoirs publics. En résulte une absence de hiérarchisation des priorités qui dévalorise la confiance dans l'expertise. Difficile alors de distinguer prévention et précaution en l'absence de consensus.

Dialogue

Au nom de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Dominique Gombert a d'ailleurs pointé du doigt la difficulté d'instaurer un dialogue constructif entre les industriels et les pouvoirs publics. Reste que les démarches proactives sont toujours possibles. Philippe Rolland (Renault) a ainsi montré comment un constructeur automobile pouvait intégrer les exigences de sécurité sanitaire : réduire le risque de contamination au DIBP par les sièges pour enfant permet, par exemple, d'abaisser l'exposition totale des enfants aux risques chimiques. Une préoccupation d'autant plus pressante que François Maupetit, du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), a rappelé que la qualité de l'air intérieur (QAI) est devenue une question centrale en raison de la présence de formaldéhyde et autres composés organiques volatils (COV). Et, comme dans beaucoup d'autres domaines, l'absence d'une réglementation européenne harmonisée fait cruellement défaut. Compte tenu des dossiers à venir comme les nanotechnologies, l'instauration d'un débat constructif semble être devenue une urgence...

Henri Saporta